



中華民國法務部調查局洗錢防制處  
與  
加拿大金融交易及報告分析中心  
關於涉及洗錢及資助恐怖分子之情資交換  
合作瞭解備忘錄

中華民國法務部調查局洗錢防制處與加拿大金融交易及報告分析中心，以下簡稱「雙方主管機關」，

期望基於合作及共同利益之精神，並於各自國家法制架構內，促進資訊交換，以支援洗錢或資助恐怖分子之調查或追訴。

為最大可能程度的增進前述資訊交換，

爰達成下列瞭解：

#### 目標

1. 本瞭解備忘錄（以下簡稱「備忘錄」）之目標在於建立一個架構，使雙方主管機關在各自國家法律允許的最大程度下，相互提供有合理理由認為與洗錢或資助恐怖分子的調查或起訴攸關之資訊。

#### 資訊交換

2. 於自身國家法律授權之程度，且符合自身政策及程序下，各主管機關將主動或依另一方請求，提供任何可能攸關洗錢或資助恐怖分子調查或起訴之可得資訊。雙方主管機關瞭解一方提供之資訊僅可用於有關洗錢或資助恐怖分子調查或起訴之目的。

#### 請求正當性

3. 請求方主管機關將盡可能提供證明資訊請求為正當之基本事實的簡短聲明。

#### 資訊揭露

- 4(a). 除了 4(b)另有規定以外，接受方主管機關於提供方主管機關未事先明確同意之前，不得揭露（包括於行政、起訴或司法訴訟程序中揭露）資訊（除非於資訊請求中提出）。



中華民國法務部調查局洗錢防制處  
與  
加拿大金融交易及報告分析中心  
關於涉及洗錢及資助恐怖分子之情資交換  
合作瞭解備忘錄

中華民國法務部調查局洗錢防制處與加拿大金融交易及報告分析中心，以下簡稱「雙方主管機關」，

期望基於合作及共同利益之精神，並於各自國家法制架構內，促進資訊交換，以支援洗錢或資助恐怖分子之調查或追訴。

為最大可能程度的增進前述資訊交換，

爰達成下列瞭解：

#### 目標

1. 本瞭解備忘錄（以下簡稱「備忘錄」）之目標在於建立一個架構，使雙方主管機關在各自國家法律允許的最大程度下，相互提供有合理理由認為與洗錢或資助恐怖分子的調查或起訴攸關之資訊。

#### 資訊交換

2. 於自身國家法律授權之程度，且符合自身政策及程序下，各主管機關將主動或依另一方請求，提供任何可能攸關洗錢或資助恐怖分子調查或起訴之可得資訊。雙方主管機關瞭解一方提供之資訊僅可用於有關洗錢或資助恐怖分子調查或起訴之目的。

#### 請求正當性

3. 請求方主管機關將盡可能提供證明資訊請求為正當之基本事實的簡短聲明。

#### 資訊揭露

- 4(a). 除了 4(b) 另有規定以外，接受方主管機關於提供方主管機關未事先明確同意之前，不得揭露（包括於行政、起訴或司法訴訟程序中揭露）資訊（除非於資訊請求中提出）。



- 4(b). 若一主管機關依法律程序或在訴訟中必須揭露得自另一方主管機關之資訊，該受此等程序或訴訟約制之主管機關應立即通知，並尋求另一方主管機關明確同意揭露該訊息，且若於無法取得同意時，將採取合理作為，確保資訊不被分送予第三方或應於揭露中加諸合宜之限制。

### **請求所涵括之資訊利用及揭露**

- 5(a). 雙方主管機關瞭解請求所涵括之資訊僅可用於有關洗錢或資助恐怖分子調查或起訴之目的。
- 5(b). 被請求方主管機關在無請求方主管機關事先明確同意前，不可以任何理由揭露請求所涵括之資訊，除非為取得資訊以回應請求而為之揭露。

### **通知**

6. 若被請求方主管機關決定不回應請求，應通知請求方主管機關該決定。

### **溝通程序**

- 7(a). 在符合各自國家法律下，雙方主管機關將共同安排可接受之溝通程序，並為執行本備忘錄之目的彼此諮詢。
- 7(b). 雙方主管機關應以英語溝通。

### **保密**

8. 雙方主管機關瞭解：
- (i) 所有雙方交換之資訊將受嚴格控制及保全，以確保資訊僅以被授權之方式使用，並以機密視之。
  - (ii) 所交換之資訊將受到接收方主管機關依國家法律對源自國內所得類似資訊之相同保密等級保護。

### **進一步合作**

9. 雙方主管機關將討論其他在防制、偵測及阻絕洗錢與資助恐怖分子之合作方式。

### **修正**

10. 雙方主管機關依各自內部程序，得經雙方同意隨時以書面修正本備忘錄。

### **生效日**



11. 本備忘錄自雙方主管機關最後簽署之日起生效。

**終止**

12. 任一主管機關得隨時以書面通知另一方主管機關終止本備忘錄，本備忘錄中資訊保密相關的條款，對於在本備忘錄終止之前所收到的資訊，在備忘錄終止之後依然有效。

為此，雙方代表業經各自主管機關充分授權，爰於本備忘錄簽署，以昭信守。

本備忘錄以中文、法文及英文繕製一式兩份，每一文本同一作準。

中華民國法務部調查局  
洗錢防制處  
於秘魯利馬  
於 2014 年 6 月 5 日

加拿大  
金融資訊及報告分析中心  
於秘魯利馬  
於 2014 年 6 月 5 日

馮素華  
代理處長

Gerald Cossette  
處長



**PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE  
LE ANTI-MONEY LAUNDERING DIVISION OF  
THE INVESTIGATION BUREAU OF THE  
MINISTRY OF JUSTICE DE  
LA RÉPUBLIQUE DE CHINE (TAIWAN)  
ET  
LE CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET  
DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA  
CONCERNANT L'ÉCHANGE DE  
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS EN MATIÈRE  
DE BLANCHIMENT D'ARGENT ET DE  
FINANCEMENT DES ACTIVITÉS TERRORISTES**

Le Anti-Money Laundering Division of the Investigation Bureau of the Ministry of Justice de la République de Chine (Taiwan) (AML) et le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (« CANAFE »), ci-après désignés les « autorités »,

DÉSIREUX de faciliter, dans un esprit de collaboration et d'intérêt commun et à l'intérieur du cadre des lois de leur pays respectif, l'échange de renseignements destinés à appuyer les enquêtes ou les poursuites en matière de blanchiment d'argent ou de financement des activités terroristes;

ENTENDANT promouvoir dans la plus large mesure possible ledit échange de renseignements,

Se sont entendus sur ce qui suit :

***Objectif***

1. Le présent protocole d'entente (ci-après appelé « PE ») vise à établir un cadre dans les limites duquel les autorités se communiqueront, dans toute la mesure permise par les lois de leur pays respectif, les renseignements dont elles ont des motifs raisonnables de croire qu'ils seraient utiles aux fins des enquêtes ou des poursuites en matière de blanchiment d'argent ou de financement des activités terroristes.

***Échange de renseignements***

2. Dans la mesure permise par les lois de son propre pays et conformément à ses propres politiques et procédures, chaque autorité fournira, spontanément ou sur demande de l'autre



autorité, tous les renseignements disponibles pouvant être utiles aux fins des enquêtes ou des poursuites en matière de blanchiment d'argent ou de financement des activités terroristes. Les autorités comprennent que les renseignements fournis par une autorité pourront uniquement servir à des fins pertinentes aux enquêtes ou aux poursuites en matière de blanchiment d'argent ou de financement des activités terroristes.

#### ***Justification de la demande***

3. L'autorité requérante fournira, dans la mesure du possible, une brève déclaration concernant les faits sous-jacents qui justifient sa demande de renseignements.

#### ***Divulgence de renseignements***

- 4.a) Sous réserve de l'alinéa b), l'autorité qui reçoit des renseignements s'abstiendra de les divulguer (notamment dans le cadre d'une poursuite ou d'une procédure administrative ou judiciaire) sans le consentement préalable exprès de l'autorité qui les fournit (sous réserve des précisions énoncées dans la demande de renseignements).
- 4.b) Si une autorité fait l'objet d'un processus juridique ou d'une procédure judiciaire qui requiert qu'elle divulgue les renseignements qu'elle a reçus de l'autre autorité, elle en avisera immédiatement celle-ci et cherchera à obtenir son consentement exprès à la divulgation des renseignements. À défaut d'un tel consentement, des efforts raisonnables seront déployés pour faire en sorte que les renseignements ne soient communiqués à aucun tiers ou que la divulgation fasse l'objet de restrictions satisfaisantes.

#### ***Utilisation et divulgation des renseignements énoncés dans une demande***

- 5.a) Les autorités comprennent que les renseignements énoncés dans une demande ne seront utilisés qu'à des fins pertinentes aux enquêtes ou aux poursuites en matière de blanchiment d'argent ou de financement des activités terroristes.
- 5.b) L'autorité à laquelle la demande de renseignements est adressée ne pourra, sans le consentement préalable exprès de l'autorité requérante, divulguer les renseignements contenus dans la demande à une fin autre que l'obtention de renseignements nécessaires pour répondre à la demande.



### ***Avis***

6. Si une autorité décide de ne pas répondre à une demande de renseignements qui lui est adressée, elle en avisera l'autorité requérante.

### ***Méthodes de communication***

- 7.a) Les autorités conviendront, conjointement et en vertu des lois de leur pays respectif, des procédures acceptables de communication et se consulteront afin de mettre en œuvre le présent PE.
- 7.b) Les communications entre les autorités se dérouleront en anglais.

### ***Confidentialité***

8. Les autorités comprennent que :
- i) Tous les renseignements que les autorités échangent entre elles feront l'objet de mesures de contrôle et de protection strictes afin qu'ils soient utilisés uniquement d'une manière autorisée et qu'ils soient traités de façon confidentielle.
  - ii) Les renseignements échangés seront protégés par les mêmes mesures de confidentialité que celles prévues par la législation du pays de l'autorité à laquelle ils sont communiqués en ce qui concerne des renseignements similaires reçus de sources nationales.

### ***Collaboration complémentaire***

9. Les autorités discuteront d'autres moyens de collaboration en matière de prévention, de détection et de dissuasion du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes

### ***Modifications***

10. Les autorités pourront modifier le présent PE par écrit en tout temps par consentement mutuel, conformément à leurs procédures internes.

### ***Date de prise d'effet***

11. Le présent PE prendra effet à la date de sa dernière signature par les autorités.



**Fin**

12. L'une ou l'autre autorité pourra mettre fin en tout temps au présent PE en donnant un avis écrit à l'autre autorité. Les dispositions du présent PE concernant la confidentialité des renseignements reçus avant qu'il soit mis fin au présent PE demeureront applicables après la fin du présent PE.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leur autorité respective, ont signé le présent PE.

Signé en deux exemplaires en langues chinoise, française, et anglaise, chaque version étant également valide.

**Pour le Anti-Money  
Laundering Division of the  
Investigation Bureau of the  
Ministry of Justice de la  
République de Chine  
(Taiwan) (AML)**

**Pour le Centre d'analyse des  
opérations et déclarations  
financières du Canada**

A Lima, Pérou

A Lima, Pérou

En ce jour du 5 juin 2014

En ce jour du 5 juin 2014

**Su-Hua (Pam) Feng  
Directrice Intérimaire**

**Gérald Cossette  
Directeur**





**MEMORANDUM OF UNDERSTANDING  
BETWEEN  
THE ANTI-MONEY LAUNDERING DIVISION OF THE  
INVESTIGATION BUREAU OF THE MINISTRY OF  
JUSTICE OF THE REPUBLIC OF CHINA (TAIWAN)  
AND  
THE FINANCIAL TRANSACTIONS AND REPORTS  
ANALYSIS CENTRE OF CANADA  
CONCERNING  
THE EXCHANGE OF FINANCIAL INTELLIGENCE  
RELATED TO  
MONEY LAUNDERING AND TERRORIST FINANCING**

The Anti-Money Laundering Division of the Investigation Bureau of the Ministry of Justice of the Republic of China (Taiwan) (AMLDD) and the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada (FINTRAC), hereinafter referred to as “the Authorities”,

DESIRING, in a spirit of cooperation and mutual interest, and within the framework of the laws of their respective countries, to facilitate the exchange of information in support of the investigation or prosecution of money laundering or terrorist financing.

INTENDING to foster said information exchange to the fullest extent possible,

Have reached the following understanding:

***Objective***

1. The objective of this Memorandum of Understanding (hereinafter referred to as “MOU”) is to set out a framework whereby the Authorities, to the full extent allowed by the laws of their respective countries, will provide to each other information they have reasonable grounds to suspect would be relevant to the investigation or prosecution of money laundering or terrorist financing.

***Information Exchange***

2. To the extent authorized by the laws of its country, and consistent with its own policies and procedures, each Authority will provide, spontaneously or upon request from the other, any available information that may be relevant to the investigation or



prosecution of money laundering or terrorist financing. The Authorities understand that information provided by an Authority may only be used for purposes relevant to the investigation or prosecution of money laundering or terrorist financing.

### ***Justification of Request***

3. A requesting Authority will, to the extent possible, provide a brief statement of the underlying facts justifying any request for information.

### ***Disclosure of Information***

- 4(a). Subject to paragraph 4(b), a receiving Authority will not disclose (including disclosure in an administrative, prosecutorial or judicial proceeding) the information (except as set forth in a request for information) without the express prior consent of the providing Authority.
- 4(b). If an Authority is subject to legal process or proceedings that would require the disclosure of information it has received from the other Authority, the Authority subject to such process or proceedings will immediately notify and seek the express consent of the other Authority to disclose the information, and if consent has not been provided, reasonable efforts will be taken to ensure that the information will not be disseminated to any third party or that appropriate limitations are placed upon the disclosure.

### ***Use and Disclosure of Information Contained in a Request***

- 5(a). The Authorities understand that information contained in a request will only be used for purposes relevant to investigating or prosecuting a money laundering or terrorist financing offence.
- 5(b). The requested Authority may not, without the express prior consent of the requesting Authority, disclose information contained in the request for any purpose other than to obtain information in order to respond to the request.

### ***Notice***

6. If the requested Authority decides not to respond to a request, it will notify the requesting Authority of its decision.



### ***Communication Procedures***

- 7(a). The Authorities will jointly arrange, consistent with the laws of their respective countries, for acceptable procedures of communication and will consult each other with the purpose of implementing this MOU.
- 7(b). Communication between the Authorities shall take place in English.

### ***Confidentiality***

8. The Authorities understand that:
- (i) All information exchanged between them will be subjected to strict controls and safeguards to ensure that the information is used only in an authorized manner and treated in a confidential manner.
  - (ii) Exchanged information will be protected by the same confidentiality as provided by the legislation of the country of the receiving Authority for similar information received from domestic sources.

### ***Further Cooperation***

9. The Authorities will discuss other avenues of cooperation between them in the prevention, detection and deterrence of money laundering and terrorist financing.

### ***Amendments***

10. The Authorities may amend this MOU in writing at any time by mutual consent in accordance with their internal procedures.

### ***Effective Date***

11. This MOU will become effective upon the last signature by the Authorities.

### ***Termination***

12. Either Authority may terminate this MOU at any time upon written notice to the other Authority. The provisions of this MOU dealing with the confidentiality of information received prior to the termination of this MOU will remain in effect after its termination.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorized by their respective Authorities, have signed this MOU.



Signed in duplicate in the Chinese, French and English languages,  
each version being equally valid.

**For the Anti-Money  
Laundering Division of the  
Investigation Bureau of the  
Ministry of Justice of the  
Republic of China  
(Taiwan) (AML)  
At Lima, Peru**

**For the Financial  
Transactions and Reports  
Analysis Centre of Canada**


At Lima, Peru

On the day of June 5, 2014

On the day of June 5, 2014

  
\_\_\_\_\_

**Su-Hua (Pam) Feng  
Acting Director**

  
\_\_\_\_\_

**Gérald Cossette  
Director**